

Faire confiance aux « gens d'en-bas »

Cette expression maladroite du Premier Ministre lors de la passation de pouvoir est révélatrice d'une mentalité politique qu'une majorité de Français rejette. L'abstention, le vote de rejet, le désintérêt ou la révolte systématique en sont des manifestations négatives. Plus positivement, les nouveaux partis politiques et think tanks promeuvent des projets de société et des modes de gouvernance fondés sur la co-construction et la collégialité et cherchent à faire émerger des candidats pour les porter. Pour développer une culture du compromis, il faut plus d'éducation civique, une refonte du système politique local et un renouvellement de la classe politique dans toutes les strates administratives.

La réconciliation avec la politique commence sur le temps périscolaire : visite des institutions, de la mairie, présentation du fonctionnement des services mais aussi des démarches administratives et d'accès aux droits... Un manque d'encadrement ? Le nombre des associations et des bénévoles mobilisés pour les JOP de Paris 2024 à Versailles démontre une grande vitalité citoyenne. C'est un recours potentiel.

Le rapport sur la « Décentralisation : le temps de la confiance » formule 51 propositions pour améliorer l'efficacité de l'action publique et restaurer la confiance entre l'Etat et les collectivités territoriales : définition plus claire du rôle de chaque strate avec des chefs de file, contractualisation, institution d'un conseiller territorial, renforcement du rôle du préfet... Mais quid de restaurer la confiance avec les citoyens ? Quid de la gouvernance, des contre-pouvoirs, de la place des citoyens ? A Versailles aussi, des élus minoritaires démissionnent avant la fin de leur mandat, se trouvant très légitimement d'autres priorités, vues les limites de leur rôle. La réduction du nombre de conseillers municipaux et le retour au cumul des mandats de parlementaires et de maire, d'adjoint au maire ou de président d'EPCI, ne seraient que des palliatifs de la pénurie de candidats crédibles.

Une convention citoyenne à l'image de celles sur le climat et la fin de vie serait le bon format pour conduire une évaluation de la démocratie de proximité dans toutes ses dimensions (représentative, participative, directe et sociale) sur les questions de représentativité, parité femmes-hommes dans l'exercice des responsabilités, inclusion des jeunes et des catégories socio-professionnelles les moins favorisées, transparence, équité de traitement des élus, participation citoyenne, pratiques référendaires, modalités de contrôle de l'action publique... Et remettre à plat les enjeux, les contraintes, les objectifs d'un nouveau système politique des collectivités territoriales, éventuellement s'inspirer des modèles de nos voisins européens. Il reste deux ans d'ici les prochaines élections municipales pour travailler à une démocratie locale plus ouverte et vivante.

Anne-France Simon

ensemblevivonsversailles@gmail.com

Ensemblevivonsversailles.fr